

# Sur les aspects aggravants de l'exclusion économique et sociale

Jean-François Hoarau

► **To cite this version:**

Jean-François Hoarau. Sur les aspects aggravants de l'exclusion économique et sociale. Alizés : Revue angliciste de La Réunion, Faculté des Lettres et Sciences humaines (Université de La Réunion), 2012, Intégration/exclusion des minorités à la lumière de l'interculturalité, pp.78-82. hal-02340755

**HAL Id: hal-02340755**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02340755>**

Submitted on 31 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Sur les aspects aggravants de l'exclusion économique et sociale

## AVANT-PROPOS

**A**vant tout je voudrais dire que je suis flatté par le titre « d'économiste » que m'ont attribué les amis qui m'ont invité à participer aux travaux de ce colloque. Mais c'est un titre usurpé : les réflexions que je m'appête à partager avec vous sont celles d'un simple citoyen, à partir de son expérience d'ancien professionnel et syndicaliste dans le milieu bancaire. Elles n'ont rien de scientifique et je m'en excuse par avance auprès des éminents chercheurs qui composent l'assistance.

Les phénomènes de rejet de la différence, de hiérarchisation des cultures et des races (Albert Jacquard dit qu'à l'éclairage de la génétique, parler de race à propos de l'espèce humaine est une aberration), les comportements d'exclusion, de domination, d'intégration ou d'assimilation qui en découlent, sont-ils inscrits dans la nature humaine ou résultent-ils de soit disant impératifs économiques de plus en plus hégémoniques au fil de l'histoire ? L'esclavage, la colonisation, relevaient-ils d'autres motifs qu'économiques, derrière des alibis et relais culturels ou religieux de civilisation ?

Issa Asgarally concluait hier son exposé en rappelant que l'interculturel ne pouvait être déconnecté de la lutte pour la justice économique et sociale. Effectivement, l'histoire est faite de cycles de progrès et de régression en la matière, et rien n'est jamais acquis. Ces dernières décennies, la fuite en avant du capitalisme industriel dans les dérives du capitalisme financier a imposé, au nom de la mondialisation libérale, des politiques de dérégulation, de déréglementation, de délocalisations, de dumping social, de soumission des services publics aux règles du marché... avec les conséquences que l'on sait en matière d'emploi, de creusement des inégalités, de glissement dans la précarité sinon la misère

Le capitalisme financier, dans sa course effrénée au profit a inventé des dispositifs de création virtuelle de richesses, des pratiques d'apprentis sorciers en matière de spéculation, créant des bulles financières successives de plus en plus grandes qui finissent par exploser, causant des ravages dans l'économie réelle.

La crise mondiale sans précédent que nous traversons n'est que la suite logique de ces dérives et les responsables de cette crise qui tentent de se dédouaner en prétendant qu'elle était imprévisible se fichent du monde ! Un exemple pour illustrer mon propos : Si la crise des *subprimes* a moins affecté le secteur financier français que d'autres, c'est que, lorsque ses dirigeants ont voulu, dans le sillage des États-Unis, mettre sur le marché des produits de titrisation de créances, des voix se sont élevées pour crier casse-cou, des oppositions syndicales et politiques en ont retardé ou limité le déploiement. Et certains établissements l'ont échappé belle qui s'apprêtaient à en accélérer la commercialisation quand le scandale a éclaté.

Quoiqu'il en soit, la crise amplifie encore la tendance à l'exclusion économique et sociale, qui se surajoute aux autres phénomènes d'exclusion que nous évoquons depuis hier, en les aggravant. Une aggravation qui frappe en premier lieu les populations qui portent encore le lourd héritage des ségrégations de l'histoire : le 26 avril 2009, un communiqué commun du FMI et de la Banque Mondiale (qui ne passent pas pour des censeurs du libéralisme économique) reconnaissait que :

L'économie mondiale s'est considérablement détériorée depuis notre dernière réunion. Cette évolution a des conséquences particulièrement graves dans les pays en développement où la crise financière et économique se transforme en catastrophe humaine et en désastre au plan du développement.

De même, dans les pays développés, les premiers touchés sont ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, aux premiers rangs desquels, notamment les immigrés. Mais l'exclusion économique et sociale enfonce aussi les plus défavorisés des « nationaux », tout en aspirant vers le bas des pans entiers de ce que l'on nomme la classe moyenne, réveillant dangereusement des réflexes de chasse aux boucs émissaires qui visent évidemment prioritairement « l'autre », le différent de peau, de culture, de religion. Réflexes que ne manquent pas d'instrumentaliser certains politiques. A cet égard, les « Comores dehors » que l'on commence à lire ou entendre à la Réunion sont particulièrement significatifs du danger de la mise en concurrence des victimes entre elles. Ils sont, au regard de l'histoire de notre île, encore moins tolérables que les intolérables « Zoreils dehors » ...

En 1969, dans la foulée des « événements de 68 » Raymond Aron, grand penseur et défenseur du libéralisme, s'interrogeait dans « les désillusions du progrès » sur les raisons de la révolte d'une Génération, après un quart de siècle de croissance économique. Il y voyait l'influence de Marx

dans la dénonciation des échecs partiels et relatifs de la croissance, l'existence d'îlots de pauvreté au milieu de la richesse, l'inégalité excessive de la répartition des revenus. Celle de Rousseau dans la dénonciation d'une civilisation industrielle polluante pour la nature, aliénante pour les individus manipulés par les moyens de communication, incités à l'accumulation des biens à la poursuite de richesse vaine. Il l'expliquait par l'insatisfaction endémique inévitable créée par la « dialectique du progrès de la société moderne » et envisageait les directions que pourrait prendre cette société moderne pour répondre aux désirs qu'elle suscite et apaiser la faim, peut être plus spirituelle que matérielle qu'elle fait naître. Sans doute...

Mais qu'en est-il quarante après ? Deux générations ont été confrontées à un marché du travail caractérisé par un chômage de masse. Un chômage de masse prétexte au démantèlement des « acquis sociaux », à une précarisation de plus en plus grande imposée à ceux qui, bénéficiant d'un emploi, sont désignés comme les « privilégiés » du système, à fortiori si cet emploi est protégé par un statut. Un chômage de masse qui a opportunément servi de formidable levier de pression sur les salaires...

Dans le même temps les inégalités dans la répartition des revenus, « excessives » quand elles étaient de 1 à 30, sont passées à un rapport de 1 à 300 en France. (1 à 800 aux USA...), les parachutes, paradis et boucliers fiscaux ont fleuri. Les îlots de pauvreté se sont propagés au milieu d'une richesse de plus en plus concentrée et arrogante. Il suffit d'ouvrir un journal pour avoir quotidiennement des exemples de cette logique inégalitaire :

- Aides agricoles européennes : les 24 bénéficiaires des plus grosses subventions annuelles, supérieures à 5 millions d'euros, sont des industriels de l'agroalimentaire ou des groupes de luxe comme LVMH. La Reine d'Angleterre a perçu plus de 500 000 euros. Les agriculteurs, eux, se sont partagés en moyenne 20 000 euros par tête.

- Le FMI injecte 250 milliards d'euros à ses 186 états membres : 44% (110 milliards) au G7 (les 7 pays les plus riches), 7,6% (19 milliards) pour les cinquante pays les plus pauvres.

... pour n'en citer que deux, pris dans l'actualité de ces derniers jours. Dans le même temps les menaces de la pollution ont atteint un caractère d'urgence tel qu'il n'y a plus guère que les chasseurs de mammoths comme Claude Allègre pour le nier.

Pendant ce temps la société moderne a continué à susciter des désirs toujours plus nombreux et sophistiqués dans des populations à qui elle retirait largement, par ailleurs, la possibilité de les satisfaire à partir du fruit de

leur travail. Mais comme il faut bien que ces populations consomment elle les a entraînées dans un engrenage de plus en plus risqué de crédit dont on voit sur quoi il a débouché : surendettement exponentiel et crise financière. Le moins que l'on puisse dire c'est que le côté obscur de la « dialectique de la modernité » n'a pas évolué dans la direction qui permettrait de mieux répondre à la faim tant spirituelle que matérielle qu'elle suscite...

### DÉGÂTS COLLATÉRAUX

Pour nombre de jeunes de la troisième génération post 68, le travail n'est plus forcément un repère social crédible, un modèle de vie : leurs parents, grands-parents, voire arrière grands-parents vivent ou ont vécu le chômage et/ou la précarité, avec des conséquences souvent dramatiques sur le plan personnel, familial, social... Ils ne perçoivent pas que l'avenir puisse leur offrir d'autres perspectives. Perte de repères, sentiment d'absence de perspectives, incitation permanente à la consommation, la pente est savonnée qui mène à la délinquance et à la marginalité dont Jean-Pierre Cambefort a dressé hier un tableau lucide et inquiétant.

J'ai lu récemment *Les rêves de mon père* de Barak Obama. Un paragraphe m'a particulièrement accroché. Il y écrit :

A mon retour à Chicago, je découvris une accélération des signes de détérioration dans tout le South Side : les quartiers étaient devenus plus délabrés, les enfants plus agressifs, les familles moyennes déménageaient de plus en plus dans les banlieues, les prisons étaient pleines à craquer de jeunes à l'œil sombre, mes frères sans perspectives. Parfois, mais bien trop rarement, il arrive que certains se demandent ce que nous avons fait pour que tant d'enfants soient devenus si durs, ou ce que nous pourrions faire collectivement pour remettre leur boussole morale dans la bonne direction, quelles sont les valeurs que nous devons leur donner en exemple. Mais je nous vois faire ce que nous avons toujours fait : nous faisons comme si ces enfants ne pouvaient pas être les nôtres.

Dur ! Effectivement, qu'avons-nous fait pour empêcher le capitalisme financier de dévoyer les valeurs universelles des droits de l'homme dont il se réclame pourtant sans vergogne :

Liberté : celle de renards libres dans un poulailler planétaire libre, par les dérégulations à tout va.

Égalité : par le bas à travers la mise en concurrence de la main d'œuvre des pays riches et des pays pauvres, des salariés et des chômeurs, des CDI et des précaires.

Fraternité : piétinée par la promotion de l'individualisme érigé en vertu cardinale qui se donne bonne conscience par la pratique de la charité médiatisée.

Qu'avons-nous fait pour empêcher, comme l'écrit encore Obama, « que la conscience soit sacrifiée à l'opportunisme et à la cupidité » ? Qu'allons nous faire pour empêcher le formatage à l'échelle mondiale des modes de vie, de pensée, de développement, qui vise à transformer l'homme en robot consommant ? Qu'allons nous faire pour opposer à l'uniformité « la diversité dans l'unité » ? La tenue de ce colloque montre heureusement qu'il est possible de redonner collectivement du sens à ces valeurs. Ce qui me permet de conclure malgré tout avec optimisme et en reprenant encore une fois une citation d'OBAMA : « Et pourtant... je crois que tant que les questions continueront à être posées, ce qui nous unit finira un jour par prévaloir »

Jean François HOARAU<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Économiste.